

L'Émancipation

syndicale & pédagogique

NOUS AVONS
le DROIT
de manifester NOTRE
SOLIDARITÉ
au PEUPLE
PALESTINIEN
IMPOSONS-LE !

novembre 2023

03

Le numéro : 5 €
CPPAP 0926 D 85401
ISSN 1764-2302

Stoppons ces fous !

Le pouvoir macronien multiplie les interdictions, dissolutions, exclusions et expulsions, comme celle tentée contre la militante Palestinienne de Gaza, Mariam Abou Daqqa. Il couvre inconditionnellement le régime d'extrême droite de l'État d'Israël qui massacre et déplace les Gazaoui-es, les présentant comme une vengeance légitime pour les massacres de civil-es par le Hamas. Mais ces bombardements et crimes de guerre ne constituent qu'une étape de la colonisation, du vol des terres et de l'élimination ethnique du peuple palestinien. Comme les déplacements forcés des Bédouin-es par les colons et l'armée en cours en Cisjordanie, autour de Naplouse et d'Hébron et au nord de la vallée du Jourdain.

Face à ces crimes de guerre et contre l'humanité, Macron est allé en Israël, pas pour faire entendre, comme beaucoup de ses prédécesseurs une voix de la France pour la paix, la justice et le droit... mais pour jeter de l'huile sur le feu en proposant à Netanyahu, que la coalition contre l'État Islamique agisse aussi contre le Hamas... Une folie aggravant les risques d'embrasement régional et d'internationalisation du conflit, avec y compris l'implication potentielle de la France ! Quant à la présidente de l'assemblée Braun Pivet, également partie, avec Éric Ciotti et Meyer Habib, apporter le soutien de "la France" au rasage de Gaza et au massacre de milliers de civil-es elle a déclaré au sujet de ces victimes : *"Ce qui est important, c'est que les populations civiles qui se trouvent à Gaza soient le moins possible victimes de ce conflit. Mais on sait aussi qu'elles servent souvent de bouclier humain. Il faut les préserver bien sûr, mais rien ne doit empêcher Israël de se défendre. Il y a un attaquant et des attaqués"*.

Aligné sur Nétanyahou à l'international, le pouvoir français se singularise tout de même... mais, seulement à l'interne, par les interdictions systématiques des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien, même des colloques, conférences ou initiatives pour G.I. Abdallah.

Du coup, les ambassades françaises sont prises pour cibles, les tensions dans le pays s'aggravent et les attentats sur le sol français risquent aussi de se multiplier.

Si on ajoute l'interpellation au petit matin de Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'union départementale de la CGT du Nord, pour *"apologie du terrorisme"* dans un tract de soutien à la Palestine. Et aussi la liste des comportements *"anti laïque"* et *"antirépublicains"* qu'Attal vient encore d'allonger, avec sa note de service sur l'abaya, avec l'obligation de dénoncer les troubles occasionnés par quelques jeunes lors des hommages officiels à Dominique Bernard (troubles qui auraient été pour la plupart levés par un simple échange) et avec une gestion excluante des élèves supposé-es radicalisé-es. Sans oublier l'insistance à différencier l'enseignement pour les classes populaires et pour l'ensemble des musulman-es comme le propose certain. Ce gouvernement, allié à la droite et aux extrêmes droites, dans l'organisation de la détestation de ce qui est musulman, l'islamophobie à l'état brut, dépasse tous les racismes dans leur horreur, car c'est la force publique qui l'instille.

Nos syndicats devraient organiser la riposte contrer les initiatives de plus en plus dangereuses de la macronie, dans le pays comme au niveau de la solidarité internationale et des risques de généralisation de la guerre. Mais les directions ont été trop occupées à se faire balader dans les pseudo-négociations sur la PSC et les primes salariales. Elles ont ainsi continué à servir la soupe à Macron pour ses attaques contre la Sécu et les statuts. Mais aussi, dans cette situation très critique, elles ont abandonné le terrain de la solidarité avec la Palestine, de la défense de la paix, de la laïcité, de la mixité sociale et scolaire.

Il est encore temps de réagir :

- en transformant l'essai de l'appel Île-de-France CGT, FO, FSU, Solidaires du mardi 24 octobre par des appels intersyndicaux nationaux rapides à des manifestations pour un cessez-le-feu immédiat, la levée du blocus de Gaza et l'arrêt de la colonisation ;
- en intervenant systématiquement contre les interdictions des manifestations "Palestine" par Darmanin et les préfet-es malgré les décisions des instances judiciaires. Et en contribuant à maintenir ces manifestations sous toutes leurs formes et dans la durée ;
- en soutenant l'appel des syndicats palestiniens à lutter contre l'armement du régime d'extrême droite de Tel-Aviv et en prenant contact avec eux pour des aides concrètes ;
- en appelant à renforcer la campagne BDS, qui vient d'être légalisée, au niveau national après le niveau européen, par la cour de cassation ;
- en rappelant, que la laïcité est unifiante et non diviseuse, notamment dans cette période de commémoration de la loi de 1905, autour du 9 décembre ;
- en mobilisant vraiment pour une école émancipatrice formant à l'esprit critique, et rayonnant sur les quartiers, avec des moyens, plutôt que la répression des jeunes et l'organisation du tri social.

Olivier Vinay, le 25/10/2023 □

Manifestations interdites, démocratie attaquée

Le 12 octobre, le Ministre de l'Intérieur a interdit toutes les manifestations de soutien au peuple palestinien. La France, avec l'Allemagne, fait ainsi partie des très rares États européens à avoir pris cette disposition. Il faut dire que Darmanin est un spécialiste, et a multiplié les interdictions de manifester, notamment celles portant sur les enjeux environnementaux. Le droit de manifester pacifiquement, soumis à l'obligation préalable de déclaration en préfecture, existe depuis le décret du 23 octobre 1935. C'est un droit démocratique fondamental, le remettre en cause c'est attaquer la démocratie.

Mercredi 18 octobre le Conseil d'État a invalidé l'interdiction systématique de toute manifestation pro palestinienne, laissant aux Préfets le pouvoir de décider au cas par cas des interdictions.

Retour sur la manifestation parisienne du 14 octobre

Le 14/10 s'est tenue Place de la République à Paris, à partir de 15h un rassemblement en soutien au peuple palestinien dans sa confrontation avec l'État d'Israël, État colonial d'apartheid.

À 15h, une centaine de personnes était rassemblée sur la place déjà circonscrite par les forces de l'ordre nombreuses, positionnées sur toutes les voies d'accès. Peu après 15h, les premiers slogans "*Palestine vaincra, Palestine vivra*" donnèrent le signal d'une manifestation à l'évidence symbolique, oubliée ou fort peu relayée par les organisations supposées soutenir la cause palestinienne. Mais un drapeau palestinien, déployé sur toute la façade d'un immeuble central sur le périmètre de la place, donna courage et ardeur à ce modeste rassemblement.

Très vite les manifestant-es furent nassé-es, dans l'impossibilité physique de se libérer des forces de police. La tactique de la police permettait d'entrer dans la nasse, mais pas d'en sortir, si bien qu'à 16h le rassemblement pouvait réunir jusqu'à 500 personnes.

Une fois le rassemblement évalué à son niveau le plus haut, vers 16h30, les premières saisies de manifestant-es à l'intérieur de la nasse débutèrent. Des cohortes de forces de police exfiltraient de manière indiscriminée, manu militari, les personnes présentes, lesquelles se positionnant de façon enchaînée, offraient résistance et refus d'obtempérer, ce qui provoqua échanges de coups et rixes diverses (sitting enchaîné comme opposition).

Vers 18h ce fut mon tour. Embarqué de façon peu amène par deux gendarmes, une fois exfiltré, je fus plaqué au mur et prié de laisser accès à mes poches pour "vérifications". J'ai présenté ma carte d'identité, rien de plus. J'avais laissé mon téléphone chez moi. Mon identité est bien relevée, mon lieu d'habitation bien précisé. Le gendarme me dresse

alors une contravention de 135 euros pour participation à une manifestation interdite dans un contexte "*d'état d'urgence absolu Vigipirate*"... si j'ai bien entendu. Plus un avertissement du genre "*on ne veut plus vous revoir dans ces manifestations*" à l'évidence en soutien au peuple palestinien. L'intimidation est clairement exprimée.

Il en fut ainsi jusqu'à tard dans la soirée. Le pouvoir délimite et fixe notre champ de liberté d'expression politique et sanctionne dès qu'il juge la transgression. L'État démocratique montre désormais la nature d'un État policier autoritaire de classe.

Ce rassemblement a fait la preuve d'une présence de manifestant-es venue des quartiers et des banlieues périphériques, de composantes sociales laborieuses populaires à large dominante arabe, maghrébine, dans sa diversité générationnelle et de sexe. Les femmes, voilées ou pas ont pris toute leur part dans l'expression politique de la manifestation, y compris dans la confrontation physique avec la police.

Les messages politiques toujours dignes et maîtrisés, condamnaient la nature indigne de l'État d'Israël, dans son expression sioniste, d'apartheid, et de prédatons coloniales. Aucune vocifération antisémites. La police a été dénoncée pour sa nature raciste et violente. Seuls les drapeaux palestiniens flottaient. Toutes et tous uni-es en défense de Gaza, mais sans jamais évoquer les forces du Hamas.

La détermination de cette population, populaire, anonyme, mérite tout notre humble soutien de syndicalistes, en ces circonstances tragiques que connaît le peuple palestinien et plus douloureusement encore le peuple gazaoui.

Notre bourgeoisie a très clairement pris son parti, prenons le nôtre !

Claude □

Un scandaleux arrêté d'expulsion contre une grande personnalité palestinienne de Gaza

Le lundi 16 octobre Mariam Abu Daqqa a été arrêtée à Marseille. La police lui a signifié un arrêté d'expulsion signé par Darmanin et l'a assignée à résidence.

Mariam Abu Daqqa est née à Gaza, au moment où des centaines de milliers de Palestiniens, victimes d'un nettoyage ethnique, s'y réfugiaient. Elle a connu la prison à l'âge de 15 ans. Un million de Palestiniens ont connu les prisons israéliennes depuis 1967. Puis il y a eu 30 ans d'exil. Militante du FPLP, farouchement féministe, elle a passé sa thèse en Bulgarie (en Palestine où elle est unanimement respectée, on l'appelle Doctora Mariam).

Je la rencontre en 2016 dans sa maison d'Abasan, au Sud-Est de la Bande de Gaza. Au mur, une photo avec Leila Khaled, cheveux au vent, à l'époque de la lutte armée. Ses premiers mots sont clairs : *"Je lutte contre l'occupation de mon pays et le patriarcat dans ma propre société"*.

Dans l'excellent film de Roland Nurier **Yallah Gaza**, elle est longuement interviewée. Du coup, le collectif *Marseille Palestine en Résistances* (dont fait partie l'UJFP locale) a décidé de l'inviter pour parler, entre autres des 30 ans d'Oslo. De nombreux autres groupes voulant aussi l'inviter, une tournée de 17 villes a été organisée. Elle a obtenu sans problème un visa Schengen de fin septembre à fin novembre donné par le Consulat de France à Jérusalem.

Dès la première conférence à Paris, le 2 octobre (avec le chirurgien Christophe Oberlin), les premières menaces sont apparues. Interdiction d'être à la tribune dans l'université de Lyon, interdiction de venir à l'Assemblée nationale pour le film **Yallah Gaza** (à l'invitation d'une députée LFI, Roland Nurier et moi-même présenterons le film), interdiction de la conférence à Metz.

Dans la région de Marseille, nous avons su contourner les interdictions. Malgré la présence de la police, nous avons tenu une conférence à la Bourse du Travail de Martigues. Malgré le retrait d'une salle municipale par le maire communiste de Martigues, nous avons rempli la salle de la MJC dont le directeur qui nous accueillait a dit : *"sur la Palestine, je suis un résistant"*. Malgré le retrait d'une salle du diocèse à Marseille, un curé courageux nous a accueillis. Une soixantaine de personnes

n'ont pas pu entrer dans une salle archi-comble de 150 places. Mariam a pu rencontrer des élu·es et des syndicalistes. Elle a reçu un soutien efficace et total de la CGT 13, très engagée pour les droits des Palestiniens.



Lundi 16 octobre à 6 h 30 du matin, nous quittons ma maison (où elle était logée) pour la gare. Un véhicule démarre derrière nous et intercepte ma voiture à la sortie de l'Estaque. C'est la police nationale. Elle contrôle mes papiers et l'interdiction de téléphoner durera 20 minutes.

L'arrêté d'expulsion signé par Darmanin est un fourre-tout totalement surréaliste : on y trouve le FPLP terroriste (alors qu'il fait partie de l'OLP reconnue y compris par Israël), le fait que ses conférences

parlent de *"colonisation et apartheid"* ou de *"résister à Gaza"*. Puis la logorrhée s'envole. Darmanin y mêle le "terroriste" Georges Ibrahim Abdallah, l'attentat d'Arras, le trouble à l'ordre public...

Depuis, Mariam est assignée à résidence dans un hôtel pour réfugié·es (principalement ukrainien·es) de 22 h à 7 h et doit pointer tous les jours au commissariat à 12 h30. La police a pris son passeport et son visa a été annulé.

Plusieurs médias l'ont interviewée lors de sa première sortie d'un commissariat (une centaine de solidaires étaient aussi présent·es).

Un recours contre l'arrêté d'expulsion a été déposé au tribunal administratif de Paris. Verdict vendredi 20 octobre après midi.

On lâche rien

Pierre Stambul, 20 octobre □

Dernière minute :

Le tribunal administratif suspend l'arrêté de Darmanin en infirmant toutes les accusations qu'il contenait...

Pour l'assignation à l'hôtel et l'obligation de pointer au commissariat, il faudra encore 24 h sans doute. Et elle doit récupérer son passeport.

Bien sûr, on va débattre avec elle de la suite.

MAIS C'EST UNE GRANDE VICTOIRE !!!

Moyen-Orient, intervenir pour la paix et la justice de toute urgence

L'attaque du Hamas, assurément dictée par des objectifs qui dépassent le cadre de la Palestine, a fait de nombreuses victimes civiles innocentes. Attaque surprise pour des services, réputés parmi les meilleurs au monde, d'information, de contrôle social et de blocus militaire d'un territoire complètement bouclé de quelques km². Mais également pour les Gazaoui-es et l'ensemble des Palestinien-nes qui n'ont pas été consulté-es sur les conséquences prévisibles ; et aussi pour les Israélien-nes qui luttent contre les agressions du gouvernement d'extrême droite vis-à-vis de la justice et de la démocratie et dont le combat va être compliqué par la politique revancharde d'union nationale du pouvoir. Les représailles de l'armée israélienne, assurément boostée par l'exécutif qui va tenter d'exploiter cette situation pour faire taire toutes les oppositions internes, ont fait une fois encore de nombreuses victimes civiles innocentes. Ce qui n'est pas une surprise, mais une habitude, avec ou sans motifs.

des forces militaires en conflit, elles font de notre pays un des plus hypocrites sur ce dramatique dossier, et pour beaucoup achèvent de déconsidérer la gauche parlementaire.

C'est aussi cesser de se contenter de rappeler le droit international qui donne raison aux Palestinien-nes sur la plupart de leurs revendications et qui y compris reconnaît le droit du peuple palestinien opprimé de se défendre par les armes. C'est surtout faire sans délai ce qui est possible à notre niveau pour tenter d'agir sur une situation qui risque de devenir explosive : produire des communiqués, des motions, des envois dans les ambassades ET AUSSI organiser rapidement des meetings, des manifestations :

- pour exiger de mettre un terme à l'escalade par un cessez le feu immédiat ;
- pour rappeler que la paix véritable et durable à laquelle aspirent les populations civiles, n'est pas la paix des cimetières, des prisons ou des camps et qu'elle ne se fera jamais sans la justice.

Car le problème est bien là : un peuple palestinien opprimé, colonisé, parqué, soumis à l'apartheid et au nettoyage ethnique ; un peuple sommé de survivre en exil, dans des prisons ou des camps de l'État juif, dans une prison à ciel ouvert, ou dans un Bantoustane dont "l'autorité" collabore avec l'occupant pour continuer d'exister. Ce peuple qui voit sa jeunesse, consciente que tout a été essayé sans résultats, faire le choix d'une lutte armée désespérée en dehors des cadres traditionnels de la résistance palestinienne est le plus souvent rongé par la colère et le culte des martyrs. Et parfois cette colère, ce désespoir éclatent, quand il le peut, où il le peut, comme il le peut, avec qui il le peut. Illégal ? terroriste ? Le droit n'est pas là, sauf pour celles et ceux qui ne reconnaissent que le droit du plus fort.

Et aussi pour affirmer haut et fort que dénoncer l'oppression de l'État d'Israël, les exactions des colons et des sionistes, ou promouvoir la campagne BDS, ce n'est pas de l'antisémitisme, ce racisme que nous combattons. Au même titre que celui à l'égard des Palestinien-nes doublé du suprémacisme du gouvernement d'extrême droite israélien, que nous dénonçons aux côtés des Juifs, Juives et des Israélien-nes anticolonialistes.

**Émancipation tendance intersyndicale,
le 10 octobre 2023 ☐**



Bernard Foulon

Les responsabilités et les crimes de guerres des acteur-trices de ces étapes dramatiques de ce conflit devront être établis et jugés.

Mais l'urgence c'est d'en finir avec les victimes civiles et les destructions, c'est d'éviter l'embrasement dans la région et plus largement. C'est donc se garder des scandaleuses prises de positions aussi décomplexées dans leur oubli du droit quand l'occupé résiste que timides jusqu'à devenir inexistantes quand l'occupant agresse. De telles déclarations ne font que mettre de l'huile sur le feu en légitimant par avance les massacres de la plus puissante

Gaza :

Le colonialisme, l'apartheid et le suprémacisme à l'origine du carnage

À l'heure où ces lignes sont écrites, les pires images nous arrivent de Gaza : quartiers pulvérisés, cadavres de civil-es arrivant par centaines dans des hôpitaux qui n'ont plus ni électricité, ni médicaments quand ils n'ont pas été détruits. Une nouvelle "Nakba" (catastrophe, nettoyage ethnique) est en cours.

Des images insoutenables sont aussi arrivées d'Israël. Comme dans beaucoup de guerres coloniales, il arrive que les civil-es du pays colonisateur subissent aussi la violence extrême que connaissent les colonisé-es.

Le Caire

Depuis des mois, nous préparions un voyage à Gaza via l'Égypte avec des élu-es. Après le massacre intitulé Bordure Protectrice en 2014 (2400 mort-es, essentiellement des civil-es), le gouvernement égyptien a signé avec l'Union Européenne un accord stipulant que toute demande d'un-e citoyen-ne européen-e désirant aller à Gaza via l'Égypte doit être déposée par les autorités de son pays.

Quand il a été clair qu'on devait en passer par là, nous nous sommes adressé-es à la diplomatie française. Notre dossier a transité de Jérusalem au Caire puis au Quai d'Orsay. Le débat a dû être rude parmi les diplomates. Et puis, le 28 septembre, alors qu'on n'espérait plus, la France a donné son accord. Au Quai d'Orsay, on nous a dit que la France n'avait pas le droit d'interdire à un député d'aller à Gaza.

Le 30 septembre, sept solidaires dont un député, son attachée parlementaire et quatre solidaires qui avaient déjà été à Gaza sont arrivé-es au Caire. Nous pensions que l'autorisation égyptienne de traverser le Sinaï serait dans ces conditions une formalité rapide.

Il est vite apparu que, pour le moins, les autorités égyptiennes prendraient leur temps pour délivrer leur décision. Le correspondant de l'UJFP (Union Juive Française pour la paix) à Gaza, celui qui a permis la construction du château d'eau, des canalisations, de la maison des paysans et de la pépinière solidaire, nous a rejoint-es au Caire.

Et puis, le 7 octobre, les brigades Al Qasam ont brisé en une vingtaine de points l'enfermement de Gaza. Nous étions stupéfait-es.

Les déclarations

Notre correspondant (nous l'appellerons B) a toujours été extrêmement critique vis-à-vis des partis politiques palestiniens. Il faut lire attentivement les déclarations qu'il nous a faites. Elles sont, à mon sens, très représentatives de l'opinion publique à Gaza.

9 octobre :

Avant hier matin, le monde s'est réveillé avec la nouvelle de l'entrée de la résistance palestinienne dans les colonies entourant Gaza. Le monde a dénoncé cet acte et accusé directement les Palestiniens de terrorisme sans réfléchir aux raisons qui ont conduit à cette situation.

Nous sommes des gens qui ont toujours été des amoureux pacifiques de la vie et de la paix. Mais l'occupation israélienne ne nous a laissé aucune place pour la vie, et ils n'ont respecté aucun accord ou traité. Ils ont continué à confisquer des terres, depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui, et à tuer tout ce qui est palestinien. Ils ont assiégé plus de 2,3 millions de Palestiniens depuis 2006 et ont fait de la bande de Gaza une immense prison. Des familles entières ont été retirées du registre d'état civil pendant des années à cause du bombardement de leurs maisons sans avertissement.

Les Palestiniens n'ont pas cherché la guerre, mais les Israéliens n'ont laissé aucune chance aux Palestiniens de vivre. Les Palestiniens ont appelé à tant de reprises le monde à arrêter l'agression d'Israël et à briser le blocus de la bande de Gaza. Mais le monde était sourd et muet. Il tournait le dos aux Palestiniens, indifférent à leurs souffrances.

Ce qui s'est passé aujourd'hui devait être attendu, sachant l'injustice envers les Palestiniens et la marginalisation continue de leur société.

La communauté internationale est ainsi principalement responsable de l'effusion de ce sang des deux côtés. La communauté internationale doit mesurer les conséquences de ce qui est en train de se passer, et changer sa stratégie pro-Israël.



Le 13 octobre, bloqué au Caire alors qu'une centaine de personnes se sont réfugiées dans sa maison, au centre de la bande de Gaza sans eau, ni nourriture, il lance un appel :

Rien n'est plus faux que de présenter la situation aujourd'hui comme « une guerre entre le Hamas et Israël ». C'est toute la population gazaouie qui subit un massacre, et c'est aussi toute la population gazaouie qui crie son droit à l'existence, son droit à vivre. Au moment où le discours répété sur toutes les ondes prétend que les bombardements se "justifient" par l'"éradication du Hamas", il faut prendre conscience que la société gazaouie est pluraliste, divisée politiquement, mais unie, par force et par volonté, dans le cri de son droit à l'existence. Pour faire taire ce cri il faudra tuer l'essentiel de cette population – et c'est ce qui se passe sous nos yeux.

Il faut écouter les voix de Gaza.

Vous croyez que les bombes choisissent les membres du Hamas ? Mensonge stupide. Les gens, quelles que soient leurs opinions, sont poussés par les bombardements à se rassembler en groupes importants dans des immeubles. Ces immeubles sont alors bombardés. C'est par familles entières que ces meurtres sont commis. Que va-t-il se passer quand plus de deux millions de personnes vont se retrouver au sud du Wadi Gaza ? Je peux décrire la situation de ma maison : plus de 100 personnes sont accueillies maintenant, tout le monde ne peut pas entrer, il a fallu que les gens se séparent, femmes et enfants à l'intérieur, les hommes restant autour de la maison. Or il n'y a pas d'eau ! Ni pour boire, ni pour se laver. On manque aussi maintenant de nourriture, on n'a pas de quoi nourrir autant de gens. C'est une nouvelle Nakba qui est en train de se dérouler. L'urgence n'est ni un corridor humanitaire, ni une modération des bombardements. L'urgence est l'arrêt des bombardements sur la population de Gaza. Il faut absolument l'obtenir de ladite communauté internationale.

Déni et complicité

Dans mon éducation juive, le négationnisme est un crime absolu.

On assiste aujourd'hui à un véritable négationnisme vis-à-vis des Palestinien·nes. Ils/elles ont été victimes d'un nettoyage ethnique prémédité en 1948. L'occupant a délibérément violé la résolution 194 sur le retour des réfugié·es et il a détruit des centaines de villages, allant jusqu'à effacer la trace de la Palestine. Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est sont occupés depuis 1967 alors que la résolution 242 a exigé le retrait d'Israël de ces territoires. Un million de Palestinien·nes ont connu la prison. Plus de deux millions de Gazaoui·es sont bouclé·es par terre, par air et par mer depuis 2006. Un mur de 700 km balafre la Cisjordanie et contribue au vol des terres. Toutes les associations des droits de l'homme, y compris celles d'Israël, ont conclu qu'Israël est un État d'apartheid. Fort logiquement, le sionisme a conduit à l'arrivée au pouvoir en Israël de fascistes, de racistes, de suprémacistes, d'intégristes. C'est comme si l'OAS avait gagné la guerre d'Algérie.

Nier que la Palestine est victime depuis des décennies de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, c'est du négationnisme. Dans cette guerre coloniale, il y a un occupant et un occupé. Les Israélien·nes ne sont pas des victimes. Ils/elles sont les citoyen·nes d'un État colonial et, comme en France à l'époque de la guerre d'Algérie, ils/elles sont bien peu nombreux·ses à dire non.

Cette situation est rendue possible par des décennies d'impunité qui ont fait perdre tout sens moral à la majorité des Israélien·nes. La "communauté internationale" porte une responsabilité majeure. Elle arme Israël. Elle défend en toute circonstance son régime, quels que soient les crimes qu'il commet.

Il est faux de croire qu'Israël est soutenu parce que l'Occident se sent coupable par rapport à l'antisémitisme et au génocide nazi. Le souvenir de ces crimes est instrumentalisé pour soutenir un gouvernement raciste. Israël est soutenu par l'Occident parce que cet État est devenu un exemple de reconquête coloniale et un laboratoire des technologies modernes de répression et de surveillance des populations réputées "dangereuses". Pour tenir le Proche-Orient, l'Occident a besoin d'Israël et des États féodaux, dictatoriaux et patriarcaux de la région.

Le carnage actuel est également rendu possible par les "accords d'Abraham". L'Occident a installé à la tête du monde arabe des dirigeants qui appartiennent au même camp et qui "normalisent" leurs relations avec Israël en acceptant l'éradication de la Palestine.

Que s'est-il passé le 7 octobre ?

Je n'ai que la parole des Palestinien·nes qui étaient avec nous au Caire.

Un nombre très limité de personnes a préparé l'attaque du 7 octobre. Le Hamas a tiré les leçons de ses échecs passés. Les téléphones qui sont écoutés n'ont pas été utilisés. Les personnes susceptibles d'être des "espions" (toutes les méthodes sont utilisées pour pousser un Palestinien à "collaborer" : l'argent, le chantage, "l'honneur", les soins pour les proches...) ont été tenues hors de ce projet. Mais surtout, le Hamas a utilisé des hackers qui ont neutralisé toute l'informatique de l'armée israélienne pendant quelques heures. Les avions n'ont pas pu décoller. Le "Dôme de fer", offert par les États-Unis, a tardé à fonctionner. Les vedettes maritimes sont restées clouées. La barrière de séparation qui sépare Gaza d'Israël sur 40 km a été détruite sur plusieurs km sans aucune riposte. Les "tours tueuses", mélange de Moyen-Âge et de technologie futuriste qui sont télécommandées, ont été dynamitées. Les troupes israéliennes, occupées à protéger les pogroms des colons de Cisjordanie, étaient dégarnies et les assaillants (arrivés parfois en ULM ou en parapente) ont été eux-mêmes surpris de pénétrer profondément sur le territoire israélien. Certains sont allés jusqu'à Rahat, la grande ville bédouine près de Beersheva.

Incontestablement, des crimes de guerre ont été commis. Amnesty International est crédible en toutes circonstances, sur cette dénonciation, comme sur le fait qu'Israël est un État d'apartheid. Par contre les histoires de bébés éventrés ou décapités font partie de la propagande. Les journalistes de CNN arrivés sur lieux où cette horreur était censée avoir eu lieu, ont formellement démenti.

Gaza est une société très pluraliste. J'y ai entendu des critiques extrêmement violentes contre le Hamas, son autoritarisme, sa volonté de dicter sa loi à la société, sa corruption. Mais il y a eu unanimité pour approuver l'attaque du 7 octobre. Pour une fois, les Gazaoui-es ont eu l'impression qu'ils/elles n'étaient plus seulement les victimes d'une agression permanente et de la destruction de leur société.

Je citerai mon père, un des rares survivants du groupe Manouchian, peu avant sa mort : *"nous savions que, si nous combattons, nous étions condamnés à mort, et si nous ne combattons pas, nous étions aussi condamnés à mort. Alors nous avons décidé de combattre"*. C'est ce que la population de Gaza a massivement ressenti. Et, à ma connaissance, le Hamas a demandé à toutes les factions politiques de Gaza de prendre des otages et toutes ont accepté, y compris le Fatah et la gauche.

Les victimes civiles

Tuer des civil-es, même quand ils/elles appartiennent au camp ennemi, est inexcusable. C'était déjà vrai à Dresde ou Hiroshima en 1945. Je n'excuse rien, j'essaie juste d'expliquer comment c'est ressenti.

À Gaza, la population civile est systématiquement massacrée depuis des années : 1400 mort-es en 2008-9, 170 en 2012, 2400 en 2014, 350 lors des "Marches du Retour" avec 8000 estropié-es... À l'heure où ces lignes

sont écrites, le chiffre de 2014 est dépassé. La majorité des victimes sont des femmes, des enfants, des vieillards. Le mokhtar de Khuza'a a perdu deux fils. Mariam Abu Daqqa, en pleine tournée en France, a perdu 26 membres de sa famille, dont des bébés, et sa maison est détruite. Les hôpitaux sont bombardés. Sans électricité, ni médicaments, les blessé-es y meurent. Plusieurs centaines de milliers de personnes sont déplacées et l'armée israélienne ordonne à plus d'un million de personnes de partir.

La compassion de nos dirigeant-es et de nos médias s'est arrêtée aux victimes israéliennes. Pourquoi ce "deux poids, deux mesures" ?

Il y a eu des centaines de civil-es israélien-nes tué-es dans des kibboutz, dans une rave party, à Ashkelon ou Sderot. Pourquoi l'opprimé (les Gazaoui-es) s'en est-il pris à la population civile ?

Quand on est sur la frontière Est de Gaza, on voit de l'autre côté de la frontière des plantations luxuriantes et des piscines. À Gaza, 97 % de l'eau est inconsommable. Parce que les Israélien-nes ont massivement pompé la nappe phréatique, celle-ci a été envahie par la mer. On compte 150 puits le long de la frontière, côté israélien, c'est documenté.

À Ashkelon, l'office de tourisme conseille d'aller sur un petit monticule qui domine Gaza. À chaque bombardement, le panorama est fantastique. Et Sylvain Cypel raconte comment, lors d'un précédent bombardement, sur les plages d'Ashkelon, les gens applaudissent les bombardements entre deux baignades.

Sderot est une ville essentiellement peuplée de Juif-ves maghrébin-es. On les a amené-es là en leur disant : *"c'est le désert, vous ne serez pas dépayés-es"*. C'est le racisme interne à la société juive israélienne. Le taux de chômage et de pauvreté est important. Il y a plus de 20 ans, les gens allaient faire leurs courses à Gaza et il y avait eu une pétition commune demandant la paix. Aujourd'hui, la ville a voté massivement pour les suprémacistes. Ce genre de phénomène s'est déroulé



Bernard Foulon

pendant la guerre d'Algérie avec le FLN mettant des bombes dans les cafés français et des bastions communistes pieds-noirs basculant en partie du côté de l'OAS. Dans une guerre coloniale, les civil-es du pays colonisateur sont forcément impliqués-es.

Les plus belles analyses ont sans doute été écrites par des anticolonialistes israélien.nes : Amira Hass et Gideon Lévy dans Haaretz, Ilan Pappé, B'Tselem, *Breaking the Silence*. Tou.tes expriment leur effroi, disent qu'ils ont des proches parmi les victimes. Et tou.tes disent que le responsable, c'est l'occupation, l'apartheid et l'impunité. Déjà, il y a 30 ans, Nurit Peled dont la fille, Smadar, venait de mourir dans un attentat du Hamas avait écrit à Nétanyahou : *"tu obliges nos enfants à être des assassins ou à être assassinés"*.

Le Hamas est-il un groupe terroriste ?

Le mot "terroriste" est utilisé n'importe comment. Pour les Nazis, la Résistance était "l'armée du crime". Le FLN algérien a été déclaré terroriste. Nelson Mandela et l'ANC aussi. Toutes les organisations de la résistance palestinienne sont qualifiées de terroristes. Et s'il y a un pays qui a été dirigé par des terroristes, c'est bien Israël avec Menahem Begin et Yitzhak Shamir, ce dernier ayant en plus assassiné des soldats anglais alors que l'extermination des Juif-ves était à l'œuvre. Et que doit-on dire du terrorisme d'État ? En Irak comme en Cisjordanie.

Le Hamas, c'est la branche palestinienne des Frères Musulmans. Ceux-ci représentent 30 % de la population égyptienne. Ils ont cru pouvoir imposer leurs conceptions obscurantistes et ils ont été lâchés par la population. Mais la dictature militaire qui les a renversés est 100 fois pire avec des dizaines de milliers de prisonnier-es politiques, la torture, la corruption, la collaboration avec Israël dans le blocus de Gaza...

Le Hamas a gagné les élections de 2006 (parfaitement démocratiques) sur un double rejet : les accords d'Oslo et la corruption. Même dans la bande de Gaza, il n'a eu que 40 % des voix. Il est clairement haï par une partie de la population. J'ai rencontré en 2016 deux de ses dirigeants, j'ai été interrogé par sa police et ce n'est vraiment pas ma tasse de thé.

Le Hamas est un courant islamiste, et à ce titre Émancipation ne le soutient pas. Mais, désolé, il est perçu (à juste titre) comme un des éléments de la résistance palestinienne. Les raisons de son attaque (peut-être empêcher une normalisation avec l'Arabie Saoudite) et les méthodes employées n'ont jamais été débattues démocratiquement, mais le soutien à ce qu'il vient de faire va largement au-delà de sa base sociale.

La guerre qui se déroule en ce moment n'est pas une guerre contre le Hamas. C'est une guerre de destruction de la société palestinienne.

Exiger qu'on qualifie le Hamas de terroriste alors qu'Israël utilise des méthodes authentiquement terroristes

contre la population civile, c'est un non-sens. Décorer la Tour Eiffel aux couleurs d'Israël, c'est une obscénité.

Une nouvelle Nakba ?

Quand le ministre Yoav Galant traite les Palestinien.nes d'animaux humains et qu'il ordonne à plus d'un million de personnes de partir sous les bombes, on n'a plus du tout affaire à ce que complaisamment les médias appellent une riposte ou une action de représailles.

On m'avait parlé à Gaza d'un plan visant à regrouper des centaines de milliers de Palestinien.nes dans le nord du Sinaï et à qualifier cela "d'État palestinien" pendant que l'essentiel de la Cisjordanie serait annexé. Je n'en croyais pas un mot. Et puis, il y a eu Trump et le plan Kushner qui reprenaient cette idée.

Beaucoup de Palestinien.nes disent qu'ils/elles préfèrent mourir sur place plutôt que de partir. En même temps, ils/elles expliquent qu'il est tombé plus de bombes sur Gaza en trois jours qu'en Afghanistan pendant un an, que la population n'a plus d'eau, de nourriture, d'électricité, de médicaments. Ils/elles parlent de génocide, d'Hiroshima. Nul doute que, si la frontière de l'Égypte complice s'ouvre, beaucoup vont fuir.

Et si c'était le but des dirigeants israéliens ?

La Palestine criminalisée en France

Cela fait bien longtemps que le pouvoir en France piétine les libertés, nasse les manifestations, utilise une violence policière extrême contre les Gilets Jaunes ou à Sainte-Soline et dissout des associations.

La France est le seul pays occidental où les manifestations pour la Palestine, même déclarées, sont interdites. Des militant-es, dont des membres de l'UJFP, sont arrêté-es ou mis-es en garde à vue. Des officines diverses demandent la dissolution des associations qui défendent la Palestine. L'antisémitisme, comme l'anticapitalisme deviennent des crimes dans un pays qui laisse les migrant-es se noyer.

L'extrême droite en embuscade, soutient sans réserve Israël.

Les médias déversent un discours à sens unique, criminalisant la France Insoumise parce qu'elle ne hurle pas avec les loups.

Darmanin qui prétend *"défendre les Juifs de l'antisémitisme"* est l'auteur d'un livre bourré de stéréotypes antisémites.

C'est sans doute la preuve que le soutien au peuple palestinien, menacé et abandonné, est essentiel dans notre combat sur le thème : *"un autre monde est possible"*.

Pierre Stambul,
le 15 octobre 2023 □

Depuis la Cisjordanie

J. et D. vivent la guerre actuelle depuis la Cisjordanie, à Halhul, une petite ville qui touche Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, à 50 km à vol d'avion de la bande de Gaza. Nous publions ci-dessous quelques extraits de leur journal.

[...] Toute la nuit les avions sont passés et repassés vers Gaza. Petite pause, et ça recommence à partir de 7 h 55. À l'aller, ils passent au-dessus de la mer, au retour, ils passent au-dessus de la maison : Halhul, comme une sorte de rond-point pour éviter les accidents de la circulation.

Hier soir, le gouvernement israélien a annoncé qu'ils allaient se débarrasser "*des animaux humains*" de Gaza, qu'ils n'auraient plus ni électricité, ni eau, ni carburant, ni nourriture. Ils sont deux millions et demi à Gaza. Tous des "terroristes" ? Les dirigeants américains ne condamnent pas les propos : ils vont envoyer deux bateaux pour aider Israël.

Et allez hop ! Encore un avion qui passe au-dessus de nos têtes ! Il est 8h 12. Combien depuis tout à l'heure, trois, quatre ? Je n'arrive plus à compter ! [...]

Crimes de guerre

D'après l'agence Wafa, la Commission internationale d'enquête indépendante de l'ONU de Genève aurait assuré "*qu'il y avait des preuves évidentes que des crimes de guerre ont pu être commis*". La communauté internationale estime qu'il est légitime qu'Israël "se défende". À la télévision française, les commentateurs les moins pires déclarent que la riposte est peut-être un peu disproportionnée mais sans rien dire de plus (si ce n'est des spéculations sur ce que vont faire le Liban, l'Iran). [...]

Le déni des droits palestiniens

Entre janvier 2022 et le 30 septembre 2023, d'après la coordination des associations palestiniennes de défense des droits de l'Homme, 426 Palestiniens ont été tués dans les Territoires Occupés dont 89 enfants. Entre 2022 et le 30 juin 2023, il y a eu 1446 attaques de colons, 436 maisons détruites conduisant à la mise à la rue de 1 600 personnes dont la moitié d'enfants. Au 19 septembre 2023, il y avait 5 200 prisonniers palestiniens dont 170 enfants et 1 264 en détention provisoire (le système de la détention provisoire permettant de garder indéfiniment les personnes en prison, sans chef d'accusation et donc sans possibilité de défense). Depuis 2006, la Bande de Gaza est bouclée. Le "corridor de la paix" qui devait être ouvert entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza n'a jamais été ouvert.

Totalement surprenante, inexplicable, incongrue la sortie de combattants de la Bande de Gaza ? Nous ne savions pas ou... nous ne voulions pas savoir ? Évidemment, les populations en Europe ne sont pas responsables mais les médias et leurs donneurs d'ordre ? Indépendamment des auteurs de l'attaque du 7 octobre et de leur idéologie, est-il impossible de comprendre les raisons qui ont poussé une population

de deux millions et demi de personnes, prisonnière depuis 2006, à se doter d'une armée et à tenter de briser le siège ? Au regard du droit international, est-ce illégitime ? Qui n'a pas respecté le plan de partage et a systématiquement enfreint, depuis des décennies, toutes les résolutions internationales ? Il se dit que lorsque l'on traite les gens comme des chiens, il ne faut pas s'étonner de se faire mordre. Et les guerres propres n'existent pas.

Les petites graines de haine

Le Hamas vient de lancer un appel pour faire de vendredi prochain "*le vendredi de la déferlante d'Al Aqsa*" : tout le monde à Jérusalem pour empêcher les colons de prendre d'assaut la grande mosquée !

Suicidaire. Extrêmement dangereux aussi de faire d'une lutte de libération nationale une lutte religieuse. Les religions doivent être respectées mais la foi est par définition irrationnelle ; transférer les questions politiques sur le terrain religieux c'est se priver d'avance de la raison et ne plus pouvoir penser autrement que bloc contre bloc. Hamas le fait, tout comme le fait le gouvernement israélien qui ne cesse de proclamer, en guise de justificatif, que cette terre leur a été promise par leur Dieu.

D'autres positionnements existaient, des deux côtés de la Ligne verte, basés sur le respect des droits fondamentaux pour les Hommes, tous les Hommes, et la recherche de solutions. Traités de traitres d'un côté, emprisonnés, éliminés physiquement de l'autre par l'occupant, ils ont été balayés.

L'occupant a tendu une main molle à l'occupé et l'occupé l'a saisi mollement, ou plutôt son représentant. Et tout le monde a fait semblant que tout allait bien. Et sous le regard impassible de la communauté internationale, engraisées par elle, les petites graines de haine ont mûri.

Gaza aujourd'hui

Israël demande aux Gazaouis de quitter la Bande de Gaza au plus vite par le Sud mais bombarde le passage de Rafah. L'Égypte déclare que si les habitants sont expulsés vers chez elle, elle rompra ses relations diplomatiques avec Israël. Déclaration de l'ONU : "*Le siège total de la Bande de Gaza est interdit par le droit international*".

J. et D., 10 octobre 2023 □

Hostilités et victimes

[...] Depuis le début des hostilités, 2 808 Palestiniens ont été tués et 10 850 ont été blessés. Le nombre de morts à

Gaza au cours des dix jours d'hostilités a déjà dépassé le nombre total de morts au cours de l'escalade de 2014, qui a duré plus de 50 jours (2 251 morts palestiniens).

À 21h00 le 16 octobre, aucun nouveau décès israélien n'a été signalé. Selon des sources officielles israéliennes, au moins 1 300 Israéliens et ressortissants étrangers ont été tués en Israël, et au moins 4 121 ont été blessés, la grande majorité le 7 octobre. Le nombre de morts est plus de trois fois supérieur au nombre cumulé d'Israéliens tués depuis que l'OCHA a commencé à enregistrer les victimes en 2005 (près de 400).[...]

Selon le ministère des travaux publics de Gaza, au 14 octobre, 8 840 logements ont été détruits et 5 434 logements ont été endommagés et rendus inhabitables. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé 48 attaques contre les services de santé dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre, qui ont endommagé 24 hôpitaux et autres centres de santé. Trois de ces derniers, situés dans le nord de la bande de Gaza (Beit Hanoun, Hamad Rehabilitation et Ad Dura), ont dû être évacués. [...]

Déplacements

Le nombre cumulé de personnes déplacées à l'intérieur du pays depuis le début des hostilités pourrait avoir atteint un million, dont près de 333 000 personnes déplacées dans

des abris d'urgence désignés par l'UNRWA dans le centre et le sud de la bande de Gaza. Le nombre de personnes déplacées dans les abris d'urgence de l'UNRWA dans la ville de Gaza et au nord de Gaza n'est actuellement pas disponible. En outre, environ 54 500 personnes déplacées sont hébergées dans 51 abris ne relevant pas de l'UNRWA, dont la plupart se trouvent dans la ville de Gaza et au nord de Gaza.

Les DES de l'UNRWA dans les régions du centre et du sud sont surpeuplées, obligeant de nombreuses personnes déplacées à dormir à l'extérieur. Il s'agit notamment d'enfants, de personnes âgées, de personnes ayant besoin de soins médicaux, de personnes handicapées et de femmes enceintes. Les ressources essentielles telles que l'eau, la nourriture et les médicaments manquent cruellement, ce qui entraîne une frustration et des tensions croissantes parmi les personnes déplacées.

Des rapports indiquent que de nombreuses familles déplacées sont retournées dans la ville de Gaza et dans le nord de Gaza (à l'ouest de Wadi Gaza) en raison des frappes aériennes qui ciblent les zones méridionales, aggravées par les conditions de vie difficiles dans le sud, avec des abris temporaires exigus, le manque d'eau, d'électricité et d'installations sanitaires

J. et D., 16 octobre 2023 □

Les intertitres sont de la rédaction.

Du Proche-Orient

Le conflit entre la Palestine et Israël qui occupe mentalement et préoccupe la majorité d'entre nous se trouve réduit par nos dirigeant-es et un grand nombre d'officiel-les et de journalistes à une attaque terroriste du Hamas. Dans la version majoritaire, le terme de "guerre coloniale" n'est jamais prononcé.

Or les causes profondes de cet épisode particulièrement violent, meurtrier, tragique, au-delà de la nature religieuse du mouvement qui l'entreprend, sont en réalité à chercher dans la politique de colonisation éhontée menée depuis des décennies par Israël à l'égard des territoires palestiniens et qui s'est intensifiée avec la venue au pouvoir de Netanyahu lié aux religieux extrémistes et à l'extrême droite.

Ça et là dans la presse et à la radio cependant apparaît ce rappel politico-historique majeur, à contre-sens de la propagande gouvernementale débouchant sur le refrain bien connu de l'unité de la nation face au "terrorisme", commode pour gommer les responsabilités de ceux et celles qui oppriment tout un peuple depuis des décennies le réduisant à une vie précaire, misérable, dans l'indifférence internationale.

Est précieux dans ce déferlement le recadrement des juristes (1) : selon plusieurs d'entre eux le mot de "terrorisme" ne convient pas à l'offensive du Hamas car il suppose qu'on veut tenir toute une population dans la terreur, par l'effet de surprise et de sidération devant les effets meurtriers de l'intervention, en l'absence d'un contexte de guerre continue, latente ou ouverte. Or ce que réclament depuis toujours non seulement le Hamas mais les Palestiniens, c'est un territoire et le droit de vivre.

C'est donc, disent ces juristes, le mot de "guerre" qu'il faut employer, et par voie de conséquence de "crimes de guerre" quant aux actes commis par la Palestine, et en représailles par Israël dont les bombardements massifs et l'organisation d'un blocus alimentaire et d'énergie sont aussi contraires au droit international.

Le plus douloureux et inquiétant dans notre impuissance est de voir certains États et nos propres politiques de tous bords instrumentaliser à des fins partisans, ici électoralistes, une tragédie dont on ne voit guère l'issue au moins dans un futur proche.

Prenons de la hauteur, rassemblons-nous et battons-nous pour exiger d'Israël un changement radical de stratégie et une reconnaissance des droits jusqu'ici piétinés du peuple palestinien.

Marie-Claire Calmus □

(1) *Le Monde* du mardi 9 octobre et le journal de 13 heures à *France Inter* le jeudi 11.

Appel urgent des syndicats palestiniens :

Mettre fin à toute complicité, arrêtez d'armer Israël

Israël a exigé que 1,1 million de Palestinien·nes évacuent la moitié nord de Gaza pendant qu'ils subissent des bombardements constants. Cette action impitoyable fait partie du plan d'Israël, qui a le soutien inconditionnel et la participation active des États-Unis et de la plupart des États européens, de mener des massacres sans précédent et atroces contre 2,3 millions de Palestinien·nes à Gaza et pour les nettoyer ethniquement et une fois pour toutes. Depuis samedi, Israël a bombardé Gaza de manière aveugle et intensive, coupant le carburant, l'électricité, l'eau, la nourriture et les fournitures médicales. Israël a tué plus de 2600 Palestinien·nes, dont 724 enfants, démolissant des quartiers entiers au ras du sol, anéantissant des familles entières et faisant plus de 10 000 blessé·es. Certains spécialistes en droit international ont commencé à mettre en garde contre les actes génocidaires commis par Israël.

Par ailleurs, le gouvernement de droite d'Israël a distribué plus de 10 000 fusils aux colons extrémistes en Palestine avant 1948 et en Cisjordanie occupée pour faciliter de nouvelles attaques et des pogroms contre les Palestinien·nes. Les actions, les massacres et les discours d'Israël indiquent son intention de mettre en œuvre sa deuxième Nakba promise de longue date, en expulsant autant de Palestinien·nes que possible et en créant un "Nouveau Moyen-Orient" dans lequel les Palestinien·nes-vivent perpétuellement dominé·es.

La réponse des États occidentaux a été un soutien total et absolu à l'État d'Israël, sans même un clin d'œil superficiel aux lois internationales. Cela a amplifié l'impunité d'Israël, lui donnant carte blanche pour mener sa guerre génocidaire sans limites. En plus du soutien diplomatique, les États occidentaux fournissent à Israël des armes, en sanctionnant l'opération des entreprises d'armement israéliennes à l'intérieur de leurs frontières.

Alors qu'Israël intensifie sa campagne militaire, les syndicats palestiniens appellent nos homologues internationaux et tous les peuples conscients à mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes d'Israël, en arrêtant de toute urgence le commerce des armes avec Israël, ainsi que tout financement et toute recherche militaire. Il est maintenant temps d'agir. Les vies palestiniennes sont en danger.

Cette situation d'urgence génocidaire ne peut être stoppée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple palestinien qui puisse arrêter la machine de guerre israélienne. Nous avons besoin que vous agissiez immédiatement, où que vous soyez dans le monde, pour empêcher l'armement de l'État d'Israël et l'action des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus. Nous nous sommes inspirés des mobilisations précédentes menées par des syndicats en Italie, en Afrique du Sud et aux États-Unis, et des mobilisations internationales similaires contre l'invasion italienne de l'Éthiopie dans les années 30, contre la dictature fasciste du Chili dans les années 70 et partout où la solidarité mondiale a limité l'étendue de la brutalité coloniale.

Nous appelons les syndicats industriels importants à :

1. Refuser de construire des armes destinées à Israël.
2. Refuser de transporter des armes pour Israël.
3. Voter des motions dans leurs syndicats à cet effet.
4. Prendre des mesures contre les entreprises complices impliquées dans la mise en œuvre de l'encerclement brutal et illégal par Israël, surtout si elles ont des contrats avec votre institution.
5. Faire pression sur les gouvernements pour arrêter tout commerce militaire avec Israël et dans le cas des États-Unis, pour le financer.

Nous lançons cet appel, car nous voyons des tentatives d'interdire et de réduire au silence toute forme de solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous demandons de faire entendre leur voix et d'agir à la lumière de l'injustice, comme les syndicats l'ont fait historiquement. Nous lançons cet appel dans la conviction que la lutte pour la justice pour la Palestine et la libération n'est pas seulement une lutte déterminée aux niveaux régional et mondial. C'est un levier pour la libération de tous les dépossédés et exploités du monde.

Le 16 octobre 2023

Fédération générale des syndicats palestiniens, Gaza [...] ; Fédération générale des syndicats palestiniens (PGFTU) [...] ; Fédération des associations professionnelles [...] ; Fédération des syndicats d'enseignants et d'employés des universités palestiniennes [...] ; Fédération Générale des Syndicats Indépendants, Palestine [...] ; Nouvelle Fédération des syndicats palestiniens [...] ; Fédération des syndicats de professionnels de la santé [...] □

Pour vous impliquer, contactez-nous au

workersinpalestine@gmail.com / X [Twitter]: Workerspales1 / Insta: workersinpalestine

L'Émancipation

10 numéros par an

Éditeur

Les ami·e·s de L'Émancipation
syndicale et pédagogique

Directeur de publication-gérant

Raymond Jousmet
7 rue des Lorient 17180 Périgny
Écrire à : redaction@emancipation.fr

Équipe revue :

Pierre Bergès, Hélène Bertrand,
Annick Champeau, Rosine Charlut,
Quentin Dauphiné, Martine David,
Victor Diaféria, Raymond Jousmet,
Françoise Hoenle, Joëlle Lavoute,
Emmanuelle Lefèvre, Corinne Mialon,
Marie-Line Novello, Éliane Paul-Di-Vincenzo,
Jean-Denis Peypelut, Karine Prévot,
Pierre Stambul, Olivier Vinay.

Impression :

Wagram éditions
8 rue Salvador Allende 95870 Bezons
Tel : 01 39 61 21 21

Dépôt légal en cours

Site : <http://www.emancipation.fr>